



ROQUECOURBE-MINERVOIS

L'ultime adieu à un ami de l'Afrique

Jean-Paul Pigasse reposera pour l'éternité à Roquecourbe-Minervois où il a été porté en terre, hier en fin de matinée. Devant la famille, les amis, les connaissances de l'illustre disparu et la direction des Dépêches de Brazzaville, le ministre de la Culture, des Arts, du Patrimoine national et de l'Industrie touristique, Jean Claude Gakosso, qui avait à ses côtés les ministres Thierry Lézin Moun-galla, Lydie Pongault, Juste Désiré Mondelé, l'ambassadeur du Congo en Allemagne, Édith Itoua; le conseiller spécial du président de la République, Claudia Etoke Sassou N'Guesso; et le premier conseiller de l'ambassade du Congo en France, Armand Rémy Bal-loud-Tabawé; a rappelé le souvenir d'un ami du Congo et de l'Afrique.

Page 16

Les membres du gouvernement, la conseillère spéciale du président de la République et la direction des Dépêches de Brazzaville



DÉSENCLAVEMENT

Inspection des travaux de la route Allembé-Abala



La traversée par bac pour arriver à Allembé/DR

A Allembé, dans le département de la Nkényi-Alima, où il a procédé, tout comme à Boko et à Mossaka, à la mise en service des installations électriques pour connecter cette localité au boulevard énergétique à partir de Boundji, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a pris la mesure des travaux de construction de la route Allembé-Abala, longue de près de 76 km. « Ce sont des réalisations concrètes (...). C'est à peu près le même exercice que nous avons réalisé lorsque nous avons décidé de construire la route Dongou-Impfondo-Epena sur la vasière. C'est la même vasière ici à Allembé », a déclaré le chef de l'Etat.

Page 16

LUTTE CONTRE LES ÉPIDÉMIES

La société civile sensibilisée à la prévention du virus Ebola

La Coordination nationale des organisations de la société civile pour la réponse communautaire multisectorielle aux épidémies en République du Congo, en partenariat avec l'association internationale russe Globus, a organisé le 17 juillet à Brazzaville une session de formation et d'information sur la prévention, la détection et la réponse contre le virus Ebola. Cette formation visait à renforcer les capacités des leaders communautaires, les sensibiliser aux risques et mesures préventives pour favoriser la mobilisation de la population dans les cas suspects.

Page 8

COOPÉRATION

Premières consultations politiques entre le Caire et Brazzaville



La première réunion de consultations politiques entre la République arabe d'Égypte et la République du Congo s'est tenue, le 14 juillet, au Caire. Présidée par l'ambassadeur Mohamed Abu Bakr Saleh, vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires africaines, en partenariat avec Guy Nestor Itoua, secrétaire général du ministère congolais des Affaires étrangères, qui représentait la partie congolaise, ces consultations ont porté sur le

La séance de travail entre les deux parties/DR
renforcement des relations bilatérales, l'intensification de la coopération conjointe dans la perspective des prochaines réunions de la commission mixte entre les deux pays.

Page 2

Éditorial

Laboratoires

Page 2

ÉDITORIAL

Laboratoires

Dans sa vocation de moteur du progrès socio-économique et en vue de contribuer au développement national, l'université congolaise doit disposer de laboratoires de recherche à la hauteur des ambitions du pays. Les pouvoirs publics conjuguent des efforts dans ce sens avec la récente dotation en équipements à l'Université Denis-Sassou-N'Guesso.

Au sein de cet établissement de l'enseignement supérieur, les laboratoires des énergies renouvelables et réseaux intelligents, de génie énergétique, du contrôle qualité des denrées alimentaires, du bâtiment et des travaux publics; l'unité d'analyses physico-chimiques de l'eau et d'autres facultés ont reçu du matériel.

Une délégation des parlementaires y a effectué une visite, il y a quelques jours, pour s'assurer que dans le cadre du budget de l'État exercice 2025, les crédits alloués pour l'acquisition des équipements ne souffrent ni de problèmes de décaissement ni de problèmes de gestion.

L'expérience ainsi amorcée devrait être consolidée pour implanter plus de laboratoires universitaires et promouvoir une recherche scientifique adaptée aux besoins du pays en produisant des solutions pratiques sur des questions de développement.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Le Caire et Brazzaville tiennent leurs premières consultations politiques

La première réunion de consultations politiques entre la République arabe d'Égypte et la République du Congo s'est tenue le 14 juillet, au Caire.



La séance de travail entre les deux parties / DR

Présidée par l'ambassadeur Mohamed Abu Bakr Saleh, vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires africaines, la rencontre a connu la participation de l'ambassadeur Mohamed Karim Sherif, ministre adjoint des Affaires étrangères chargé des affaires africaines, et de l'ambassadeur Dr Mohamed Gad, ministre adjoint des Affaires étrangères et directeur du Département des organisations et groupements africains, pour la partie égyptienne. La délégation congolaise était conduite par Guy Nestor Itoua, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Les consultations ont porté sur les moyens de renforcer les relations bilatérales et d'in-

tensifier la coopération conjointe, en vue des prochaines réunions de la commission mixte entre les deux pays. Lors des échanges, il a été également évoqué les questions régionales et internationales clés d'intérêt commun parmi lesquelles figuraient l'évolution de la situation dans la Corne de l'Afrique, la sécurité en mer Rouge, au Sahel, en Afrique centrale et de l'Ouest, en Libye, au Soudan, dans la région des Grands Lacs et dans les pays du bassin du Nil, ainsi que les questions liées à l'eau, mais aussi les opportunités de coopération trilatérale et multilatérale.

Guy-Gervais Kitina

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV

Coordonnateur : Quentin Loubou
Responsable des programmes : Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.
Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO – MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldrón Abira
Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi
Chef de service RHC : Martial Mombongo
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Djongbot Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila
Adjoint: Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka
Médiatrice culturelle : Émilie Eyala
Assistant: Eustel Chrispain Stevy Oba
Caissière: Jessica Iloki
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél : +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

ELECTRIFICATION DE MOSSAKA

Les forces vives expriment leur gratitude au chef de l'Etat

Des sages et notabilités aux parlementaires, en passant par les femmes, le clergé et les associations, les forces vives du département du Congo-Oubangui ont eu des mots justes pour témoigner leur soutien au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui vient de les sortir de l'obscurité.

En marge de l'inauguration du réseau électrique de Mossaka, chef-lieu du département du Congo-Oubangui, le 18 juillet, le président de la République a eu une série d'entretiens avec les forces vives de cette partie du pays. En effet, les échanges ont tourné autour des problèmes qui minent ce nouveau département qui est à bâtir au même titre que ceux de la Nkényi-Alima et du Djoué-Léfini. Premiers à être reçus par le chef de l'Etat, les représentants des sages et notabilités du Congo-Oubangui lui ont renouvelé leur gratitude pour avoir doté la partie riveraine de Mossaka d'une lumière stable. Ils se sont félicités de l'engagement du président de la République d'électrifier cette communauté urbaine. « Hier dans l'obscurité, aujourd'hui nous sommes dans la lumière et nous croyons qu'il s'est passé quelque chose d'extraordinaire. Nous ne pouvons pas nous taire et nous



Denis Sassou N'Guesso s'entretenant avec la délégation du clergé./DR

sommes venus pour apporter le témoignage que tous les notables, ceux qui ont vécu longtemps dans l'obscurité, à travers nous, ont décidé de remercier le président qui a tenu sa promesse », ont-ils témoigné. Porteur d'un message de paix et d'encouragement de l'archevêque métropolitain d'Owando, Mgr Gé-lase Arnel Kema, le clergé de la

paroisse Notre-Dame de Mossaka a salué le chef de l'Etat pour son œuvre de construction du pays. « C'est vraiment un rêve pour certains. Si les morts pouvaient revenir pour voir Mossaka aujourd'hui éclairée 24 heures sur 24, je ne sais pas comment lire et décrire leur degré de joie et d'appréciation. De notre côté, l'Eglise, on ne sait que soutenir

et bénir le chef de l'Etat, qu'il continue toujours dans cette lancée et dynamique afin de moderniser, comme il dit, d'accélérer les projets pour notre contrée qui est l'avenir du Congo, la ville de Mossaka », a déclaré le chef de la délégation. La délégation de l'Association des ressortissants du monde d'eau (Arem'eau), de son côté, a fait un

plaidoyer en rapport avec les difficultés que cet espace rencontre au quotidien. « Nous approvisionnons le pays en produits de pêche, et aujourd'hui nous allons changer notre modèle de production. Nous allons contribuer à notre manière au développement économique de ce pays et le président de la République a été très sensible à notre message. Il a aussi prodigué pas mal de conseils, je vous avoue qu'on sort de là très satisfait », a souligné l'un des membres de l'Arem'eau après la réception. Les femmes du département du Congo-Oubangui, quant à elles, ont transmis au président de la République un message de reconnaissance et d'espérance. Engagés aux côtés des autres forces vives, les parlementaires ont adressé leurs sincères félicitations à Denis Sassou N'Guesso pour avoir sorti Mossaka à la fois de l'eau et de l'obscurité.

Parfait Wilfried Douniama

ASSEMBLÉE NATIONALE

La Commission Ecofin inspecte des chantiers dans le Kouilou

De la baie de Loango à la Zone économique spéciale (ZES), en passant par le chantier de l'Université de Loango, la Commission économie, finances et contrôle de l'exécution du budget (Ecofin) de l'Assemblée nationale vient d'effectuer une mission dans plusieurs chantiers en cours d'exécution dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou.

Conduite par le président de la commission Ecofin, la mission de contrôle budgétaire a permis aux députés d'évaluer le niveau d'utilisation effective des crédits alloués et la gestion des avantages fiscaux accordés par l'Etat, tout en veillant au respect des engagements financiers pris. Accompagnée du ministre délégué en charge de l'Industrie touristique, Prince Bahamboula, la commission a commencé sa visite à Loango, dans le Kouilou, où se construit le musée mémoriel, afin de s'assurer que les ressources budgétaires sont optimisées pour l'attractivité du site. « Nous sommes dans le chantier du musée de Loango, le musée des esclaves, où on a vu transiter plus de 20 millions de personnes, c'est un projet emblématique du président de la République. Les travaux sont en cours, le volet industrie touristique va apparaître dans ce projet intégrateur... Il est prévu la construction de la voie d'accès de la route nationale, mais aussi des ecolodges au bord de la mer, pour accueillir les futurs touristes qui viendront de partout », a expliqué le ministre qui a reçu la délégation sur le chantier. Le président de la commission, Maurice Mavoungou, a rappelé, de son côté, la nécessité de passer d'une simple industrie à une réelle économie touristique, en réalisant des études de faisabilité rigoureuses pour valider la bonne utilisation des fonds pu-

blics. Il s'est félicité de l'initiative du gouvernement d'associer le pouvoir législatif pour donner un contenu économique au musée en construction. Une transition qui ne pourrait être réalisée qu'en mettant en place une ingénierie budgétaire en trouvant des financements nécessaires. « Nous anticipons sur ce que doit devenir ce site qui ne sera pas que mémoriel, mais qui nous permettra de développer une véritable économie dite touristique. Il nous faut beaucoup d'ingéniosité pour que, de manière accélérée, nous puissions trouver les financements nécessaires pour soutenir ce que nous sommes venus faire ici, c'est la mission de l'Assemblée économique et finances », a déclaré Maurice Mavoungou. Il a insisté sur l'ouverture des voies d'accès afin de faciliter l'intégration sous-régionale, ainsi que la construction des logements écologiques pour touristes au musée de Loango.

Le manque d'électricité pérenne et du guichet unique, deux défis majeurs
A la ZES de Pointe-Noire, la délégation a inspecté la conformité des engagements des opérateurs au regard des exonérations fiscales qui leur avaient été accordées. En effet, parmi les engagements pris, figurait l'opérationnalisation de cette zone. « Aujourd'hui, nous notons avec satisfaction que beaucoup de sociétés sont en train de s'installer, malheu-



L'arrivée de la délégation des députés à la ZES de Pointe-Noire./DR

reusement elles sont confrontées à deux difficultés majeures que sont la fourniture en énergie de manière pérenne et la mise à la disposition de la ZES d'un guichet unique. Cette faiblesse fait que les sociétés installées ici éprouvent du mal à recevoir, de manière régulière, les matières premières pour les transformer localement. À ces deux difficultés majeures s'ajoutent des questions d'évacuation des produits fabriqués », a déploré le président de la commission Ecofin. Pour relever ces défis, il a assuré que des solutions sont à l'étude entre le gouvernement, le groupe Arise qui développe cette ZES et ses partenaires pour la concrétisation des engagements pris en vue de faciliter l'évacuation des produits par voies terrestre et

ferroviaire. Pour ce faire, la satisfaction vient d'un partenaire qui est en train de développer le minerai de fer de Mayoko, qui s'est engagé à réaliser le tronçon ferroviaire Mayoko-Dolisie. La partie congolaise devra, de son côté, réhabiliter la ligne ferroviaire Dolisie-Pointe-Noire et Dolisie-Brazzaville. L'objectif visé étant de transformer localement certaines ressources naturelles. Ainsi, le projet de terminal multiproduit va permettre d'évacuer et de recevoir les marchandises. Des études ont été engagées pour que le Congo puisse disposer, dans cette ZES, de ce terminal. La commission qui a visité le site retenu pour ces travaux pense que l'Etat a tout intérêt à honorer certains de ses engagements en accélérant un certain nombre de

procédures. Au chantier de l'université de Loango, la commission y a scruté l'exécution des crédits alloués, conformément à la loi organique, afin de garantir la transparence des investissements publics. « Il se trouve que, par la loi, l'université de Loango a été créée. Il fallait la doter des ressources nécessaires pour qu'elle sorte de terre et devienne opérationnelle, selon les termes contractuels signés avec les parties chargées de réaliser ce projet. À mi-parcours, la commission a résolu de venir s'assurer que les crédits alloués, au titre des études et de la construction de cette université, ont donné des résultats probants », a conclu Maurice Mavoungou.

P.W.D.

HYDROCARBURES

L'Appo et le GECF scellent un partenariat stratégique

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (Appo) et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont signé, le 20 juillet à Brazzaville, un protocole d'accord destiné à consolider leur coopération dans les secteurs du pétrole et du gaz. Signé en présence du ministre congolais des Hydrocarbures, Stev Simplicie Onanga, cet accord vise à promouvoir le dialogue énergétique, le développement durable, les investissements, le partage d'expertise et l'accès à l'énergie sur le continent africain.

L'accord signé entre le secrétaire général de l'Appo, Farid Ghezali, et celui du GECF, Dr Philip Mshelbila, prévoit notamment la mise en œuvre d'activités conjointes dans plusieurs domaines stratégiques. Il s'agit, entre autres, des défis environnementaux et de durabilité liés à l'offre et à la demande d'énergie, de la promotion du rôle du pétrole et du gaz naturel dans l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations unies, ainsi que de l'amélioration de l'accès à une énergie fiable, abordable et moderne.

Les deux parties se sont également engagées à partager des données, des résultats de recherche et d'analyses afin de mieux comprendre les évolutions du marché mondial des hydrocarbures. Elles entendent favoriser les échanges technologiques, le renforcement des capacités ainsi que le développement de projets communs de recherche, d'innovation et de démonstration. Pour le secrétaire général de l'Appo, Farid Ghezali, la signature de cet accord vient formaliser une coopération déjà engagée depuis plusieurs mois entre les deux organisations. « *Ce memorandum est l'application concrète d'un dialogue qui existait déjà. Nous travaillons ensemble depuis bien avant sa signature, notamment dans le recrutement de nos équipes et dans le partage d'expertise* », a-t-il expliqué.

Le responsable de l'Appo estime que le contexte énergétique mondial offre aujourd'hui une op-

portunité majeure au continent africain. « *L'Afrique démontre chaque jour qu'elle est un partenaire énergétique fiable. Nos ressources ne doivent pas seulement être monétisées, elles doivent également attirer davantage d'investissements directs étrangers afin de contribuer au développement de nos économies* », a souligné Farid Ghezali. La coopération entre les producteurs africains constitue un levier essentiel pour répondre aux défis énergétiques du continent, où plus de 600 millions de personnes restent privées d'électricité. Le secrétaire général de l'Appo a insisté sur le rôle du gaz naturel comme énergie de transition, estimant qu'il représente une solution incontournable pour réduire la pauvreté énergétique tout en accompagnant la transition vers des sources d'énergie plus propres.

Des résultats concrets attendus

Se félicitant de la qualité des relations établies entre les deux organisations ainsi que du soutien des autorités congolaises à cette initiative, le représentant du GECF, Dr Philip Mshelbila, a estimé que l'accord établi dépasse le simple cadre institutionnel, car il traduit une vision commune en faveur de la sécurité énergétique et du développement durable. « *Notre coopération repose sur une relation de confiance construite depuis plusieurs mois et que nous souhaitons désormais traduire en actions concrètes* », a déclaré le responsable du GECF.



Les deux parties affichant leur détermination /DR

Le protocole met ainsi en place le « Dialogue énergétique GECF-Appo », une plateforme permanente destinée à coordonner les politiques énergétiques et renforcer les capacités techniques...

Il faut signaler que neuf des vingt membres du GECF sont des pays africains, ce qui confère une dimension stratégique à cette coopération. La croissance démographique du continent imposera un doublement de la production de gaz naturel au cours des trois prochaines décennies afin de répondre aux besoins énergétiques de la population. Exportateur de gaz naturel liquéfié depuis 2024,

le Congo affiche ses ambitions. Présidant la cérémonie de la signature du partenariat, le ministre des Hydrocarbures, Stev Simplicie Onanga, a qualifié cet accord « d'alliance stratégique » dans un contexte international marqué par les tensions géopolitiques et les incertitudes sur les marchés énergétiques.

Ce partenariat Appo-GECF permettra, a-t-il dit, de défendre la souveraineté des pays producteurs sur leurs ressources naturelles, de favoriser des revenus équitables pour les États, de promouvoir une transition énergétique juste et de renforcer l'in-

dustrialisation du continent. Le ministre des Hydrocarbures a également mis en avant les avancées du Congo dans le secteur gazier. À ce titre, Stev Simplicie Onanga a annoncé que les échanges engagés avec le secrétaire général du GECF porteront notamment sur une éventuelle adhésion de la République du Congo à cette organisation. « *Le gaz africain doit d'abord servir à éclairer, alimenter et développer le continent, tout en contribuant de manière responsable à la sécurité énergétique mondiale* », a-t-il déclaré.

Fiacre Kombo

ARTISANAT

Le concours « Jeunes mains créatives » révélera ses lauréats en août

Après la première phase du concours national « Jeunes mains créatives », lancée le 17 juillet à Brazzaville par la ministre des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, les participants mettent en valeur leur savoir-faire en attendant la grande finale prévue en août.

Le concours national « Jeunes mains créatives », à en croire sa promotrice Hazann Mouanga, vise à promouvoir le savoir-faire et la créativité des jeunes en matière d'artisanat. Cette première édition se tient dans la capitale sur le thème « *Accélérons la marche vers le développement en révélant les talents de demain et en construisant avec les petites mains d'aujourd'hui* ».

Selon Hazann Mouanga, ce thème rappelle une vérité simple. Le développement, a-t-elle souligné, ne viendra pas seulement des grandes idées mais aussi et surtout des gestes simples répétés avec passion et maîtrise, parce que « *nos mains ne mendient pas l'avenir; elles le construisent* ».



La ministre des PME et le ministre délégué à la jeunesse avec les participants au concours /Adiac

En lançant officiellement cette première édition du national « Jeunes mains créatives », la ministre des PME et de l'Artisanat, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, quant à elle, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à accompagner toutes les initiatives qui favorisent l'insertion socio-professionnelle des jeunes et la structuration du secteur artisanal. « *Cette vision traduit une réelle volonté de construire dans un contexte où les défis à l'emploi des jeunes restent préoccupants pour le gouvernement* », a déclaré la ministre.

Elle a formulé, par ailleurs, le vœu de voir ce concours devenir, au fil des années, une référence nationale dans la promotion de l'artisanat.

Rominique Makaya

SANTÉ PUBLIQUE

Le circuit logistique des médicaments sera digitalisé

La représentante du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Congo, Adama Dian-Barry, a remis, le 17 juillet au ministre de la Santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara, des équipements informatiques en vue de passer progressivement d'une gestion réactive à une gestion proactive de la chaîne d'approvisionnement.

D'une valeur de près de 50 millions FCFA, les équipements acquis dans le cadre du partenariat Pnud-Fonds mondial-gouvernement congolais sont composés de cent dix tablettes numériques ; cinquante-cinq ordinateurs portables ; deux imprimantes ainsi que deux plateformes numériques. Ils ont été conçus pour donner une vitrine internationale aux programmes nationaux de lutte contre le sida et la tuberculose. Adama Dian-Barry a rappelé que le but est de permettre au monde de voir les progrès réalisés par la République du Congo ainsi que de s'inspirer des stratégies proactives et audacieuses qui sont en cours de déploiement. Selon elle, la remise officielle de ces équipements au siège du Pnud traduit une ambition beaucoup plus grande, consacrant une nouvelle manière de gouverner la santé publique fondée sur les données, l'anticipation et la transparence. « Une gouvernance dont la finalité demeure : garantir à chaque Congolaise et à chaque Congolais un accès continu à des médicaments et produits de santé de qualité, où qu'il se trouve sur le territoire national », a-t-elle rappelé. En effet, la gestion logistique des produits de santé au Congo reposait principalement sur des outils papiers. Ce qui ne permet-

tait ni une visibilité suffisante sur les niveaux de stock ni une remontée rapide de l'information, limitant ainsi la capacité des décideurs à anticiper les ruptures, les surstocks ou les pertes liées aux péremptions, a déploré la représentante résidente du Pnud. Pour pallier ces insuffisances, le gouvernement a engagé une réforme profonde de la gouvernance pharmaceutique nationale, se traduisant par l'actualisation de la politique pharmaceutique nationale, des plans directeurs, des procédures opérationnelles standardisées ainsi que le Plan stratégique national d'approvisionnement en produits de santé.

54 sites pilotes sur 92 déjà opérationnels

Parlant des plateformes numériques, Adama Dian-Barry a rassuré que le système e-LMIS, développé autour de la plateforme Open mSupply, représente aujourd'hui l'une des réformes numériques les plus structurantes du secteur de la santé en République du Congo car, grâce à cet outil, les données logistiques deviennent disponibles en temps réel. « Les commandes sont automatisées, les consommations sont suivies avec précision, les ruptures peuvent être anticipées, les ressources sont utilisées de manière plus



Le Pr Jean Rosaire Ibara réceptionnant les équipements./DR

rationnelle. Autrement dit, nous passons progressivement d'une gestion réactive à une gestion proactive de la chaîne d'approvisionnement, qui anticipe sur les besoins en consommation de médicaments et produits de santé, et surtout éviter les ruptures de stock », a expliqué Adama Dian-Barry.

Dans le cadre de la transforma-

tion profonde de la manière de piloter le système national de santé, cinquante-quatre sites pilotes sont pleinement opérationnels sur les quatre-vingt-douze prévus ; plus de cent vingt professionnels de santé ont été formés et trente tuteurs nationaux accompagnent quotidiennement les utilisateurs. Evoquant des perspectives, le Pnud a annoncé la finalisation du déploiement des

trente-huit sites pilotes restants, l'achèvement de l'interopérabilité complète entre les différentes applications et la préparation, avec le soutien du Fonds mondial et de l'ensemble des partenaires, du passage à l'échelle nationale. Directrice de la pharmacie et du médicament au ministère de la Santé, Rosa Chanelle Ata Inyongi Ollessongo s'est félicitée de cette dotation qui intègre le projet de modernisation du système de santé national. Il s'agit, a-t-elle indiqué, de la digitalisation du circuit logistique pour permettre une meilleure gestion des médicaments sur l'ensemble du territoire national, une meilleure visibilité sur les stocks nationaux, et garantir la disponibilité de médicaments de qualité et autres produits de santé. « C'est un projet qui a démarré en 2023 avec une étude et qui a abouti au choix d'une solution informatique, parce que la gestion papier des stocks avait montré ses limites. Pour une meilleure gestion des produits de santé sur l'ensemble du territoire, il fallait que l'on passe à la solution numérique », a-t-elle expliqué.

Le ministre de la Santé et de la Population, de son côté, a réceptionné le don avant de signer les documents y afférents.

Parfait Wilfried Douniama

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

De nouveaux promus à la présidence de la République

Le chef d'état-major de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP), le colonel-major Gervais Mouassiposso, a présidé, le 18 juillet à Brazzaville, la cérémonie marquant l'avancement de nouveaux grades comptant pour le troisième trimestre au sein des structures opérationnelles de la présidence de la République.

Les promotions ont concerné plusieurs officiers et sous-officiers de la DGSP, la Garde républicaine, la gendarmerie nationale, la police ainsi que les cabinets rattachés à la présidence. Parmi les grades supérieurs, l'on note des nominations au grade de colonel ou équivalent, de lieutenant-colonel, de commandant et de capitaine, pour des officiers issus de la Garde républicaine et de la DGSP. Au niveau des grades intermédiaires et subalternes,

plusieurs adjudants-chefs, sergents-chefs et sergents ont été promus, principalement au sein de la Garde républicaine et des services de sécurité présidentielle. Le chef d'état-major de la DGSP, le colonel-major Gervais Mouassiposso a adressé ses félicitations aux nouveaux promus, les exhortant à « accélérer la marche » dans la discipline et l'accomplissement des missions. Il a également encouragé ceux qui n'ont pas été retenus au tableau

d'avancement à plus d'ardeur pour l'année 2027.

Pour les récipiendaires, cette promotion va bien au-delà d'un simple avancement dans la hiérarchie militaire. Elle incarne une responsabilité renouvelée : celle de veiller sur les plus hautes institutions de l'État, avec un engagement encore plus profond.

Le colonel-major a rappelé, par ailleurs, les enjeux à venir, notamment la célébration du 66e anniversaire de l'indépendance du pays,



L'un des officiers promus/Adiac

que les troupes sont appelées à couvrir « avec efficacité et professionnalisme ». Il a réaffirmé la mission principale de ces nouveaux

promus qui est la protection du président de la République, de sa famille et de ses hôtes.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

CHINE-AFRIQUE

Les échanges commerciaux en hausse de 24 %

Portés par la réorientation des exportations chinoises vers les marchés émergents et par la hausse des cours des matières premières, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont connu une progression spectaculaire au premier semestre 2026. Si cette dynamique confirme le renforcement des liens économiques entre les deux partenaires, elle traduit également un déséquilibre commercial toujours plus marqué.

Les relations commerciales entre la Chine et l'Afrique poursuivent leur ascension. Selon les données publiées le 15 juillet dernier par l'Administration générale des douanes chinoises, la valeur des échanges entre les deux partenaires a atteint 203,54 milliards de dollars au cours des six premiers mois de l'année, soit une progression de 24 % par rapport à la même période en 2025. Cette croissance repose sur une hausse simultanée des exportations chinoises vers le continent et des ventes africaines vers le marché chinois. Les exportations de Pékin se sont établies à 130,01 milliards de dollars, en augmentation de 26,2 %, tandis que les importations chinoises en provenance d'Afrique ont atteint 73,53 milliards de dollars, enregistrant une progression de 20,3 %, avec un déficit commercial africain chiffré à 56,48 milliards de dollars. Cette poussée des exportations chinoises vers l'Afrique intervient dans un contexte international marqué par le durcissement des tensions commerciales entre Pékin et Washington. L'Afrique apparaît ainsi comme une destination stratégique pour les industriels chinois, qui y écoulent principalement des machines, des équipements industriels, des produits électroniques ainsi que des



Une installation portuaire de Chine/DR

technologies liées à la transition énergétique. Dans le même temps, la hausse des importations chinoises en provenance du continent est largement attribuée à l'augmentation des prix du pétrole ainsi que de plusieurs minerais et métaux depuis le début de l'année.

L'impact du « zéro tarif »

Depuis le 1er mai 2026, la Chine applique une exemption totale des droits de douane sur les produits importés de cinquante-trois pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques. Toutefois, les spécialistes estiment que cette décision n'a eu qu'un impact limité sur les chiffres du premier semestre, son en-

trée en vigueur étant relativement récente. D'autant que trente-trois pays africains bénéficiaient déjà, depuis décembre 2024, d'un accès sans droits de douane au marché chinois au titre du traitement préférentiel accordé aux pays les moins avancés. Par ailleurs, selon les données de l'UN Comtrade, près de 94,5 % des exportations africaines

entraient déjà sur le marché chinois sans être soumises à des droits de douane. Pour de nombreux économistes, ces préférences tarifaires ne suffiront cependant pas à rééquilibrer les échanges. Dans un récent rapport, la Banque africaine d'import-export souligne que le véritable défi réside dans le renforcement des capacités de production du continent. L'institution appelle les États africains à développer des chaînes de valeur régionales dans l'agro-industrie, la transformation des minerais et l'industrie légère, à moderniser les infrastructures logistiques, à rapprocher les sites industriels des ports et à améliorer les mécanismes de financement du commerce. L'objectif est de permettre aux pays africains d'exporter davantage de produits transformés répondant aux attentes du marché chinois, plutôt que de rester essentiellement fournisseurs de matières premières. Si les échanges commerciaux sino-africains continuent d'atteindre des niveaux records, leur évolution future dépendra donc moins de la suppression des droits de douane que de la capacité du continent à accroître la valeur ajoutée de ses exportations et à renforcer sa compétitivité industrielle.

Fiacre Kombo

Si les échanges commerciaux sino-africains continuent d'atteindre des niveaux records, leur évolution future dépendra donc moins de la suppression des droits de douane que de la capacité du continent à accroître la valeur ajoutée de ses exportations et à renforcer sa compétitivité industrielle.

MESSAGE DE CONDOLÉANCES

Cher Jean-Paul Pigasse,

les hommes se rencontrent,

les hommes s'aiment,

les hommes passent les plus beaux moments et les plus difficiles dans le monde, puis se séparent !!!

Merci pour si peu de temps que nous venons de passer ensemble, dans nos relations d'adultes, depuis vingt-quatre ans ...

Tu as été un père, un oncle, un formateur pour la vie !

Je ne t'oublierai jamais !

Va et règne dans l'au-delà vers Jésus Christ notre Seigneur et sauveur !

« JPP, le champion de la plume, l'artiste imperturbable »

Papa Dan, ton architecte, ton fils, ton neveu, ton élève ...

BRICE OLIGUI NGUEMA À L'ÉLYSÉE

Paris et Libreville négocient un nouveau pacte stratégique

Entre héritage historique et nouveaux rapports de force, la rencontre entre Emmanuel Macron et Brice Clotaire Oligui Nguema, le 20 juillet à Paris, illustre la volonté de refonder une relation franco-gabonaise moins verticale, davantage tournée vers l'économie, l'environnement et les intérêts stratégiques communs.

La réception du président gabonais, Brice Clotaire Oligui Nguema, par Emmanuel Macron à l'Élysée, constitue un moment diplomatique important. Au-delà du symbole, elle traduit une réalité nouvelle : la relation Paris-Libreville entre dans une phase de recomposition, dans un contexte africain marqué par la diversification des partenariats et la montée de la compétition entre puissances. Pour Emmanuel Macron, l'enjeu est de consolider un partenariat avec un Gabon redevenu un acteur central en Afrique centrale. Le président français avait déjà insisté sur la nécessité d'une relation renouvelée avec Libreville, affirmant que « le 30 août 2023 a été un tournant dans l'histoire politique du Gabon » et appelant à accompagner une nouvelle étape fondée sur « le renouveau, l'inclusivité et la pluralité des opinions ». Cette approche traduit la volonté française de tourner la page des anciennes logiques d'influence et de privilégier un partenariat davantage axé sur les intérêts communs : investissements, transition énergétique, protection des forêts, formation et coopération éco-



nomique. Lors de sa visite au Gabon, Emmanuel Macron avait également évoqué la nécessité d'un « partenariat réinventé », adapté aux nouvelles attentes africaines. Pour Brice Oligui Nguema, cette séquence diplomatique participe à la stratégie de repositionnement international du Gabon. Depuis son arrivée au pouvoir, puis son élection, le

chef de l'État gabonais cherche à inscrire Libreville dans une politique d'ouverture, tout en affirmant une ligne de souveraineté économique et politique. Son message est clair : le Gabon veut des partenaires, mais dans une logique d'intérêts réciproques. « Le Gabon doit reprendre en main son destin », a régulièrement affirmé le président gabonais, mettant en

avant la restauration de l'autorité de l'État, la transformation locale des ressources et la nécessité d'un développement davantage bénéfique à la population. Sur le terrain géostratégique, le Gabon conserve des atouts majeurs. Sa position dans le golfe de Guinée, ses ressources minières – notamment le manganèse –, son potentiel énergétique et son rôle envi-

ronnemental lié au bassin du Congo en font un partenaire stratégique pour plusieurs puissances.

Mais Libreville entend désormais éviter une dépendance exclusive. La Chine, les pays du Golfe, la Turquie et d'autres partenaires cherchent également à renforcer leur présence dans un pays riche en ressources et situé au cœur d'une région stratégique. La rencontre Macron-Oligui Nguema illustre donc une équation complexe : pour la France, préserver une influence historique dans un environnement africain transformé ; pour le Gabon, obtenir des investissements, renforcer sa souveraineté économique et multiplier ses alliances.

Au-delà de la symbolique de l'Élysée, cette rencontre révèle une mutation profonde : l'époque où les relations franco-africaines reposaient principalement sur la proximité politique laisse progressivement place à une diplomatie de négociation, où la puissance se mesure désormais à la capacité d'investir, d'innover et de construire des partenariats équilibrés.

Noël Ndong

NELSON MANDELA

Trente-trois ans après le Nobel, son héritage reste un défi pour le monde

À l'heure où les inégalités explosent, où les conflits se multiplient et où les démocraties sont fragilisées, la Journée internationale Nelson-Mandela rappelle que son combat ne relevait pas seulement de la lutte contre l'apartheid, mais d'un projet universel de justice sociale, de réconciliation et de responsabilité collective.

Chaque 18 juillet, le monde rend hommage à Nelson Mandela en consacrant symboliquement soixante-sept minutes à une action de solidarité, en référence aux soixante-sept années que « Madiba » a vouées à la défense de la dignité humaine. Mais l'édition 2026 de la Journée internationale Nelson-Mandela résonne avec une acuité particulière. Placée sur le thème « *Il est toujours entre nos mains de lutter contre la pauvreté et les inégalités* », elle intervient dans un contexte mondial marqué par l'aggravation des fractures sociales, les tensions géopolitiques et les effets du changement climatique.

En appelant gouvernements, entreprises, organisations et citoyens à agir concrètement, les Nations unies et la Fondation Nelson-Mandela rappellent une conviction profonde de l'ancien président Sud-africain : la justice

sociale ne peut être exclusivement l'affaire des États. Elle repose également sur l'engagement des individus et des communautés. Cette vision demeure d'une étonnante modernité. Selon les institutions internationales, les écarts de richesse continuent de se creuser, tandis que des centaines de millions de personnes vivent encore dans la pauvreté. Les conflits armés, les déplacements forcés de populations, les crises alimentaires et les catastrophes climatiques accentuent ces vulnérabilités, y compris dans des régions longtemps considérées comme relativement stables.

Une victoire politique transformée en projet de réconciliation nationale

L'héritage de Nelson Mandela dépasse pourtant largement la lutte contre l'apartheid. Son véritable apport réside dans sa capacité à avoir transformé une victoire

politique en projet de réconciliation nationale. Là où beaucoup redoutaient une guerre civile, il a privilégié le dialogue, la justice transitionnelle et la construction d'institutions capables de réunir une société profondément divisée. Cette approche continue d'inspirer de nombreux processus de paix, notamment en Afrique. Le lancement, cette année à New York, du premier Nelson-Mandela Global Leadership Forum témoigne de cette dimension universelle. À travers cette initiative, la Fondation Nelson-Mandela souhaite ouvrir une réflexion sur les formes de leadership nécessaires face aux défis du XXI^e siècle : montée des inégalités, polarisation politique, révolution numérique, urgence climatique et crises de gouvernance. Le message est clair : le leadership ne se mesure pas uniquement à la conquête du pouvoir, mais à la capacité de servir

l'intérêt général et de préserver la cohésion des sociétés. Les soixante-sept minutes de bénévolat constituent ainsi bien davantage qu'un geste symbolique. Elles rappellent qu'une citoyenneté active peut contribuer à renforcer le lien social, à lutter contre l'exclusion et à promouvoir une culture de solidarité.

Nelson Mandela, une des rares figures dont le message transcende les frontières

Plantation d'arbres, soutien scolaire, dons de sang ou aide alimentaire incarnent cette philosophie de l'action, selon laquelle chaque initiative individuelle participe à un effort collectif. Plus d'une décennie après sa disparition, Nelson Mandela demeure l'une des rares figures dont le message transcende les frontières, les idéologies et les générations. À une époque où les rapports de force dominant sou-

vent les relations internationales, son héritage rappelle qu'aucune paix durable ne peut être construite sans justice, qu'aucun développement ne peut être inclusif sans réduction des inégalités et qu'aucune démocratie ne peut prospérer sans responsabilité citoyenne. La Journée internationale Nelson-Mandela n'est donc pas une simple célébration mémorielle. Elle constitue un appel à transformer l'hommage en engagement et la mémoire en action. Plus que jamais, le monde est confronté au défi de faire vivre l'héritage de Madiba, non pas dans les discours, mais dans les politiques publiques, les choix économiques et les gestes quotidiens de solidarité. C'est sans doute là que réside la véritable actualité de Nelson Mandela : rappeler que le changement commence toujours par la volonté d'agir.

N.Nd.

LUTTE CONTRE LES ÉPIDÉMIES

La société civile sensibilisée à la prévention du virus Ebola

La Coordination nationale des organisations de la société civile pour la réponse communautaire multisectorielle aux épidémies en République du Congo (Cnore), en partenariat avec l'association internationale russe Globus, a organisé, le 17 juillet à Brazzaville, une session de formation et d'information sur la prévention, la détection et la réponse contre le virus Ebola.

La formation visait à renforcer les capacités des leaders communautaires, à les sensibiliser aux risques et aux mesures préventives, mais aussi à favoriser la mobilisation de la population pour l'adoption de pratiques préventives et l'identification des cas suspects. Pour les organisateurs, l'objectif est de soutenir le système national de préparation, de détection et de réponse face au virus Ebola qui est actuellement aux portex des frontières congolaises, précisément en République démocratique du Congo (RDC).

Dans son discours d'ouverture, le coordonnateur national de la Cnore, Markos Hollat-Louis, a rappelé le contexte sanitaire préoccupant auquel le Congo est exposé, avec un risque d'intrusion de la maladie sur son territoire. Pour lui, il faudrait renforcer les leaders des organisations, accompagner les pouvoirs publics dans l'intensification de la surveillance épidémiologique, et promouvoir la communication sur les risques et les engagements communautaires. « *Ce sont des outils qui joueront un rôle central dans la détection et la réponse au virus* », a-t-il indiqué.

Le coordonnateur a souligné

cependant que cette maladie ne devrait pas occulter l'urgence sur l'épidémie du choléra qui a causé plus de cent décès depuis le 26 juillet 2025. Il a rappelé que les connaissances acquises lors de cette formation, couplées à celles déjà maîtrisées sur le choléra, permettront de prévenir l'introduction d'Ebola et de briser la chaîne de transmission du choléra.

L'initiative de cette session résulte de la volonté commune de deux structures de la société civile, l'une congolaise et l'autre russe, dans le cadre des bonnes relations entretenues entre les deux pays. Dans le domaine sanitaire, cette coopération a permis à la Russie d'octroyer en 2025 un don de deux laboratoires mobiles au Congo.

L'association Globus, active au Congo depuis 2025, a présenté les résultats de ses activités dans le domaine de la santé et de la prévention. Elle a notamment fait la démonstration d'une plateforme numérique utilisée pour mettre en œuvre les objectifs fixés lors de la conférence. Par cette méthode, plus de 300 000 habitants ont eu accès à de l'eau potable, aux cours d'informatique et de la langue russe, ainsi qu'à l'édu-



Les officiels posant avec les participants/Adiac

cation sanitaire et aux gestes de premiers secours, grâce au soutien du Cnore et de la Croix-Rouge.

Globus soutient également la plateforme numérique « Congo future », qui compte plus de 5 000 jeunes engagés dans des actions solidaires à travers le pays. L'association organise des événements culturels pour faire découvrir la culture et les traditions russes aux Congolais. « *L'association Globus est toujours ouverte aux initiatives créatives et est prête à une collaboration fructueuse* », a indiqué son représentant, Maksim Abramovski. Prenant la parole pour lancer

officiellement la formation, le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales (CCSV-ONG), Céphas Germain Ewangu, a exprimé sa satisfaction de constater qu'une des plateformes de la société civile s'est alignée au premier plan pour aider le ministère de la Santé à faire face à cette menace énorme. Il a salué l'arrivée de Globus aux côtés des organisations congolaises, comme une conséquence des étroites relations d'amitié entre le Congo et la Russie.

Cependant, face à l'urgence sanitaire, le risque est réel, a rap-

pelé le secrétaire permanent du CCSV-ONG. « *Si le Congo partage des frontières avec cinq États, c'est uniquement avec la RDC qu'elle a une si longue frontière de 2410 kilomètres. Le risque est donc énorme* », a-t-il dit, invitant alors tous les participants à accorder une attention soutenue à cette formation pour se déployer utilement sur le terrain. Les organisateurs ont souligné la poursuite de cette session dans les autres localités du pays, suivie d'une campagne de sensibilisation spécifique auprès des leaders communautaires et religieux.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

FRANCE-MAROC

Le retour d'un partenariat stratégique à haute valeur géopolitique

La visite au Maroc du Premier ministre français, Sébastien Lecornu, marque bien plus qu'un réchauffement diplomatique. Elle traduit la volonté de Paris et de Rabat de bâtir un axe stratégique fondé sur la sécurité, l'économie, l'énergie et l'influence régionale, dans un contexte de profondes recompositions géopolitiques.

Après plusieurs années de relations parfois tendues, l'arrivée du Premier ministre français à Rabat ouvre une nouvelle séquence dans les relations franco-marocaines. Accompagné de douze ministres, il participe à la 15^e Rencontre de haut niveau franco-marocaine, un mécanisme suspendu depuis 2019. La signature annoncée d'une quinzaine d'accords dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, de la sécurité, de l'aviation civile, de la gestion de l'eau et de la culture témoigne une volonté commune de hisser ce partenariat à un niveau plus stratégique. Au-delà des annonces, cette

visite officielle illustre une évolution profonde de la politique étrangère française. Face à la perte d'influence de Paris dans plusieurs pays du Sahel et à la montée en puissance de nouveaux acteurs comme la Chine, la Turquie ou les États du Golfe, Rabat apparaît comme un partenaire incontournable pour maintenir une présence économique et diplomatique forte sur le continent africain. Grâce à ses infrastructures modernes, à son ouverture économique et à son positionnement entre l'Europe et l'Afrique, le Royaume s'impose comme une plateforme géoéconomique de premier plan.

Sur le plan sécuritaire, les intérêts convergent également. Terrorisme, criminalité transfrontalière, cybersécurité, maîtrise des flux migratoires et protection des infrastructures critiques figurent parmi les dossiers prioritaires. Dans ce contexte, le Maroc renforce son rôle d'acteur régional majeur en matière de renseignement et de coopération sécuritaire, tandis que la France cherche à adapter sa stratégie africaine à un environnement plus fragmenté. Les coulisses de cette visite révèlent également un enjeu politique majeur : la consolidation du rapprochement engagé après le soutien de Paris

au plan marocain d'autonomie pour le Sahara occidental. Sans être officiellement au cœur des discussions, cette évolution a largement contribué à restaurer la confiance entre les deux capitales. Elle confirme que les considérations géopolitiques pèsent désormais autant que les intérêts économiques dans la relation bilatérale.

Cette relance du partenariat franco-marocain présente néanmoins plusieurs défis. La concurrence des autres puissances sur le marché marocain s'intensifie, tandis que les équilibres diplomatiques au Maghreb demeurent fragiles. Le succès de cette nouvelle

dynamique dépendra donc de la capacité des deux gouvernements à transformer les accords annoncés en projets concrets. Au final, cette visite dépasse le cadre d'un simple rapprochement bilatéral. Elle traduit l'émergence d'une alliance stratégique fondée sur des intérêts convergents dans les domaines de la sécurité, de la transition énergétique, des investissements et de l'influence régionale. Dans un monde de plus en plus multipolaire, Paris et Rabat cherchent ainsi à faire de leur partenariat un levier de stabilité et de compétitivité à l'échelle euro-africaine.

Noël Ndong

SOUTENANCE DE THÈSE

Juste Désiré Mondelé obtient son doctorat d’Etat en administration des affaires

Ministre congolais de l’Assainissement urbain, du Développement local et de l’Entretien routier, Juste Désiré Mondelé a brillamment soutenu, le 17 juillet en France, sa thèse de doctorat intitulée « De la structuration à l’inclusion : proposition d’un modèle de gouvernance locale performante pour la République du Congo, intégrant les approches graduations et GALS », sous la direction du Pr Mohamed Kerrou, du Centre de valorisation professionnelle de Tunis (CVPT).

La soutenance publique de la thèse de doctorat a eu lieu à l’amphithéâtre de l’Institut de Recherche et de formation à l’action sociale de l’Essonne (Irfase) à Evry-Courcouronnes, près de Paris. Le ministre conseiller de l’ambassade du Congo en France, Armand Rémy Balloud-Tabawé; le conseiller à la présidence, Driss Senda; et plusieurs anciens étudiants congolais en Roumanie y ont pris part. La cérémonie académique a suivi un déroulement méticuleux prévu pour la circonstance. Tout d’abord, l’introduction du Pr Denis Bernardreau, de l’Université de Lille ; ensuite, les deux auditions des pré-rapports présentés respectueusement par les Prs Brice Arsène Mankou, titulaire de la Chaire francophone de l’Université d’Ottawa, au Canada, et Véronique Bayer, directrice de l’Irfase ; et, enfin, une analyse de manière holistique et approfondie de la thèse de Juste Désiré Mondelé. De cette analyse, d’un point de vue strictement formel, est ressorti le fait que le document est bien présenté, illustré par de nombreux tableaux et autres graphiques qui témoignent d’un grand effort scientifique de recherche digne d’un doctorant qui sort de l’ordinaire et dont le sujet sort des sentiers battus. La thèse comporte 304 pages dont 244 concernent la dissertation proprement dite, les autres pages constituant la bibliographie, les quarante ta-

bleaux et seize figures, sans oublier les annexes et guides d’entretien. Cet important travail de recherche comprend deux parties distinctes scindées en quatre chapitres. Le premier chapitre explore avec finesse l’angle historique de la décentralisation au Congo qui se situe entre fondements historiques et centralisation administrative. C’est ce que Pierre Mauroy, ancien Premier ministre français, et un des pères de la décentralisation française, appelait la décentralisation faite avec les centralisateurs convertis, quand il déclarait : « *En France, il a fallu faire la décentralisation avec des centralisateurs convertis à la décentralisation* ». La complexité de la décentralisation comme mode de gouvernance démocratique apparaît en République du Congo comme une évidence problématique. Juste Désiré Mondelé, malgré cela, pointe avec conscience et principe de réalité ce qu’il convient de nommer à juste titre « Les avatars de cette décentralisation » qui, selon lui, tiennent à plusieurs facteurs parmi lesquels la persistance d’une forte autonomie financière insuffisante des collectivités locales et une participation citoyenne encore marginale... Ces deux problématiques, et bien d’autres, sont de véritables « serpents de mer », voire de goulots d’étranglement de la paralysie des administrations locales congo-



La photo de famille après la soutenance de doctorat de Juste Désiré Mondelé/Bedel Bango laises en charge de la mise en œuvre de la décentralisation dont l’un des bienfaits demeure le développement local et territorial. Pourtant, le Congo est un des rares pays à être doté d’un cadre juridique ambitieux dense et bien fourni en matière de décentralisation.

Un sujet bien maîtrisé
Selon la Pre Véronique Bayer, Juste Désiré Mondelé maîtrise bien son sujet et propose une rétrospective bien documentée. Cependant, elle regrette que l’intéressé n’ait pas pu déployer une telle analyse sur le plan politique, laquelle aurait servi le sujet et permis de bien identifier tous les obstacles : une centralisation persistante, une autonomie financière limitée, des moyens locaux réduits et une participation citoyenne fragile. Celle-ci est malgré tout esquissée lorsque que le docto-

rant expose, dans le chapitre deux, les fondements conceptuels d’un modèle de gouvernance inclusive à partir d’une hybridation des approches graduation et Gender action learning system. Quant à Hervé Diaz, président du Groupe de l’Ecole de commerce de Lyon et examinateur, il a fait pour sa part une analyse pertinente en indiquant : « *Le choix d’hybrider deux méthodologies éprouvées du développement international est le geste le plus original de la thèse. Plutôt que d’ajouter une énième lecture institutionnelle de la décentralisation, le candidat importe dans le champ de la gouvernance locale des outils conçus pour les populations vulnérables et les articule en un cadre unique. La revue des deux approches est documentée, leurs conditions de transfert au contexte congolais*

sont discutées, et les quatre objectifs de recherches s’enchaînent, dans une logique séquentielle lisible, du diagnostic à la prescription». Pour le Pr Denis Bernardreau-Moreau, professeur titulaire de sociologie à l’université de Lille, il est important de féliciter Juste Désiré Mondelé pour ce travail dense qui mériterait, d’ailleurs, une publication dès les jours à venir. De son côté, le Pr Mohamed Kerrou a manifesté sa grande satisfaction pour avoir, trois années durant, accompagné, Juste Désiré Mondelé dans ses recherches. Après délibération, le jury, composé d’éminents professeurs d’universités, a salué la richesse documentaire exceptionnelle et la profondeur des études de terrain transcrites avec rigueur par Juste Désiré Mondelé. De ce fait, il lui a décerné la mention très honorable avec les félicitations du jury à l’unanimité, distinction la plus élevée pour le nouveau docteur. Ce qui a donné l’opportunité au Pr Brice Arsène Mankou de lui suggérer un titre pour le prochain ouvrage : «Le Congo des jours heureux, un clin d’œil fait à Fabien Roussel». Ainsi a été franchie une nouvelle étape, récompensant l’effort fourni par Juste désiré Mondelé que l’on voit s’affirmer, au fur et à mesure, dans les avancées politiques et académiques.

Marie Alfred Ngoma

ATELIER 5

ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE

«MON PREMIER ÉCLAT»

Hamam – 1 heure

Soin visage flash éclat – 1 heure

Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE

«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing

Massage relaxant – 1 heure

Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total

99 000 FCFA

Pause Bien-Être

59 000 FCFA

Beauté du Quotidien

55 000 FCFA

Reine d’un Jour

95 000 FCFA

Harmonie Couple

100 000 FCFA

Corps Sublimé

60 000 FCFA

Épilation Complète

45 000 FCFA

Abonnement Mensuel

49 000 FCFA/mois

Hamam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent

Journée complète – économie de 36 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant (1h) · Soin visage flash éclat (1h) · Pose vernis normal

Demi-journée – économie de 21 000 FCFA

Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1h) · Épilation sourcils + lèvre

3 heures environ – économie de 20 000 FCFA

Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils

Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes

Forfait existant Atelier 5

Hamam (1h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)

Détox corps – économie de 20 000 FCFA

Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure

Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA

Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois

Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.

-Un bon de réduction de -20% est offert sur l’achat de produits à l’issue de tout forfait Découverte.

-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu’à 24h avant la séance.

-L’Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.

-Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1^{er} étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville

Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 • Email : 242atelier5@gmail.com

@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5



AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET
AMI N°004/MEPSP/PROCLIMAT/UGP-CPM/26
SERVICES DE CONSULTANT
 (Firme)

Intitulé de la mission : Recrutement d'une agence d'analyse et de sélection des plans d'affaires des Micro, Petites et Moyennes Entreprises, des Coopératives et des Groupements candidats aux subventions du ProClimat

N° de référence : CG-PROCLIMAT-024-C-QC-26

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) un prêt d'un montant de 70 millions USD, ainsi qu'un don d'un montant de 12 millions USD du Partenariat mondial pour des paysages durables et résilients (PROGREEN), soit un total de 82 millions USD, pour la mise en œuvre du Projet de création d'activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat Congo - P 177786). Le ProClimat a également bénéficié d'un financement additionnel de 50 millions USD de la part de l'IDA. La durée du Projet est de cinq (5) ans. Une partie de ces fonds servira à effectuer le paiement au titre de la mission susmentionnée.

2. L'objectif global de la mission de l'agence spécialisée est d'analyser et de sélectionner les plans d'affaires soumis par les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME), les Coopératives et les Groupements candidats aux subventions du ProClimat. Spécifiquement, il s'agira de :

- Recueillir les plans d'affaires anonymisés des candidats auprès des ONG en coordination avec les BSP/UGP (cf. schéma 1 et tableau 1 ci-dessous pour les détails sur le nombre de plans d'affaires à sélectionner) ;
- Analyser et sélectionner les plans d'affaires sur les aspects de la viabilité technique, économique et financière ainsi que la viabilité environnementale et sociale sur la base des critères de sélection contenu dans le manuel ;
- Valider les plans d'affaires en tenant compte des critères de validation du Manuel de financement du ProClimat ;
- Produire un rapport d'analyse et de validation des plans d'affaires.

Les Termes de référence (TDR) complets pour la mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

3. Le Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat) invite les firmes « Consultants » éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et un tableau de présentation des expériences/missions similaires avec justificatifs en annexe (attestations de bonne exécution, précédents contrats, etc.).

Les firmes installées en République du Congo doivent également fournir un dossier administratif contenant principalement (liste non exhaustive) :

- Une copie valide de la Licence Unique d'Exploitation des Entreprises (LUEE) délivrée par l'ACPCE (uniquement pour les firmes nationales) ;
- Une copie du Registre de Commerce et Crédit du Mobilier (RCCM) dans le domaine.

Les firmes installées hors de la République du Congo doivent également fournir un dossier administratif contenant principalement (liste non exhaustive) :

- Une copie du Kbis/RCCM ;
- Une copie de l'attestation de non faillite en cours de validité.

4. Les critères pour l'évaluation des Manifestations d'Intérêt sont les suivants :

- Être un cabinet reconnu par les services compétents ;
- Avoir une connaissance du contexte agricole congolais ;
- Avoir au moins 5 ans d'expérience avérée dans l'analyse des plans d'affaires dans les secteurs agroforestier, agropastoral, halieutique, PFNL, écotouristique, etc. ;

- Avoir une expérience en analyse et sélection des plans d'affaires suivant les critères techniques financiers, commerciaux, environnementaux et sociaux ;
- Avoir une expérience avec les groupes vulnérables en République du Congo ;
- Avoir réalisé plusieurs prestations similaires dans le domaine, en particulier dans les secteurs agroforestier, agropastoral, halieutique, écotouristique, etc. ;
- Disposer d'un local opérationnel ainsi que des équipements de travail nécessaires (ordinateurs, imprimantes, connexion Internet, logiciels d'analyse, etc.).

NB : Les experts clés ne seront pas évalués à l'étape de la préparation de la liste restreinte.

5. La liste restreinte comprendra au moins cinq (5) ou au plus huit (8) cabinets répondant aux critères d'éligibilité, conformément au paragraphe 7.17 du Règlement de passation des marchés pour les Emprunteurs de FPI.

6. L'attention des consultants intéressés est attirée sur la section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement des projets d'investissement » de la Banque mondiale, édition de juillet 2016, révisé en novembre 2017, août 2018, novembre 2020, septembre 2023, février 2025 et Septembre 2025, qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

7. Les consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat s'ils sont sélectionnés. Toutefois, le nombre de partenaires d'un groupement ne dépassera pas trois (3).

8. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de travail « de 8H30 à 12H00 et de 13H00 à 16H00 (heure locale), du lundi au vendredi.

9. Les manifestations d'intérêt doivent être fournies par écrit avec la mention : « AMI N°004/MEPSP/PROCLIMAT/UGP-CPM/26 relatif au marché N°CG-PROCLIMAT-024-C-QC-26 », à l'adresse ci-dessous en personne (04 exemplaires dont 1 original) original ou par courrier électronique au plus tard le mercredi 05 août 2026.

Le projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat)

À l'attention du Coordonnateur du ProClimat

Adresse : Impasse du Croisement Groupe Scolaire REMO et Avenue Maréchal LYAUT, Résidence Ex Air Afrique, Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo

E-mail : proclimatcongo@gmail.com

Cc : proclimatpassmarches@gmail.com

Tél. + 242 : 06 498 97 25 / 06 696 16 10

Fait à Brazzaville, le 20 Juillet 2026

Le Coordonnateur,

Mexans Sosthène MAYOUKOU

PROCÈS RWAMUCYO

La justice française face à l'héritage du génocide des Tutsis

Au-delà du sort d'un ancien médecin rwandais, le procès en appel d'Eugène Rwamucyo interroge la responsabilité des élites, la lutte contre l'impunité et la place de la justice internationale dans la mémoire des génocides.

Le procès en appel d'Eugène Rwamucyo dépasse largement le cadre d'une procédure pénale ordinaire. En requérant trente années de réclusion criminelle contre l'ancien médecin rwandais, l'avocate générale Aude Duret place au cœur du débat une question essentielle du droit international contemporain : jusqu'où s'étend la responsabilité individuelle dans la mise en œuvre d'un génocide ? Trente-deux ans après les massacres de 1994, la justice française poursuit son travail de reconstitution de l'une des tragédies les plus meurtrières de la fin du XX^e siècle. Ce procès illustre l'évolution du droit pénal international, qui ne limite plus la responsabilité aux seuls auteurs directs des massacres, mais englobe désormais ceux qui, par leurs fonctions administratives, médicales, politiques ou militaires, ont contribué au fonctionnement

de la machine génocidaire. Selon le réquisitoire, Eugène Rwamucyo n'aurait pas seulement participé à l'ensevelissement des victimes dans la région de Butare. Il aurait, en pleine connaissance de cause, mis ses compétences au service d'un projet d'effacement des traces du génocide. Pour le ministère public, ces opérations ne relevaient pas d'une simple mission sanitaire, mais d'une stratégie de dissimulation destinée à empêcher l'identification des victimes et à effacer les preuves des massacres. Cette qualification est lourde de conséquences. Elle rappelle que les crimes de génocide ne se limitent pas aux actes de mise à mort. Ils comprennent également les mécanismes de préparation, d'organisation, de soutien logistique et de destruction de la mémoire des victimes. La formule utilisée par l'avocate générale est révélatrice : « *Eff-*

facier la mémoire du génocide était le prolongement des massacres ». Le dossier met également en lumière le rôle des élites intellectuelles dans les violences de masse. Médecin de formation, universitaire reconnu, Eugène Rwamucyo incarne cette catégorie de cadres que les juridictions internationales examinent avec une attention particulière depuis les procès de Nuremberg. L'histoire des crimes de masse montre que les génocides ne sont pas uniquement l'œuvre de groupes armés ; ils mobilisent souvent des administrateurs, des juristes, des ingénieurs, des médecins ou des universitaires capables de mettre leurs compétences au service d'une politique criminelle. Sur le plan géopolitique, ce procès intervient dans un contexte de rapprochement inédit entre la France et le Rwanda. Après plusieurs décennies de tensions diplo-

matiques liées au rôle controversé de Paris durant le génocide des Tutsis, les deux pays ont progressivement rétabli une coopération politique, économique et sécuritaire. Les procès organisés en France contre plusieurs personnes soupçonnées d'avoir contribué au génocide participent également à cette normalisation en renforçant la coopération judiciaire entre les deux États. Au-delà des relations franco-rwandaïses, l'affaire Rwamucyo illustre la montée en puissance de la compétence universelle. Faute de pouvoir juger tous les responsables devant les juridictions internationales, plusieurs États européens, dont la France, la Belgique, les Pays-Bas ou l'Allemagne, poursuivent désormais sur leur territoire des suspects de crimes internationaux présents sur leur sol. Cette évolution renforce progressivement l'idée qu'aucun refuge

durable ne peut être garanti aux auteurs présumés de génocide, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre. Pour Kigali, chaque procès constitue aussi un enjeu mémoriel majeur. Au-delà des condamnations individuelles, il s'agit de consolider la reconnaissance internationale du génocide des Tutsis et de lutter contre toute tentative de négation, de révision ou de banalisation des faits. Le verdict attendu de la cour d'appel dépassera donc le seul destin judiciaire d'Eugène Rwamucyo. Il contribuera à préciser les contours de la responsabilité des élites dans les crimes de masse et rappellera que, face aux génocides, la justice ne poursuit pas seulement les auteurs des violences, mais également ceux qui auraient contribué à leur organisation, à leur dissimulation et à l'effacement de leur mémoire.

Noël Ndong

ACCÈS À L'EAU EN AFRIQUE

Les enjeux stratégiques débattus à N'Djamena

Les travaux du sommet africain sur l'eau ont débuté le 15 juillet, dans la capitale tchadienne, avec l'ambition d'accélérer les investissements dans un secteur considéré comme stratégique pour le développement du continent. Placées sur le thème « De la vision à l'action », ces assises rassemblent des chefs d'État, des partenaires techniques et financiers ainsi que des experts autour des défis liés à l'accès à l'eau potable, au financement des infrastructures hydrauliques et à la résilience climatique en Afrique.

Organisé conjointement par le gouvernement tchadien et le Groupe de la Banque mondiale, le forum entend traduire les engagements politiques en réalisations concrètes au bénéfice des populations. L'ouverture du forum a été marquée par les interventions des autorités tchadiennes, des représentants des partenaires tels que la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI), et des chefs d'État présents, avant l'allocation du président tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno.

Les participants échangent sur les principaux défis auxquels l'Afrique est confrontée en matière d'accès à l'eau potable, de gestion durable des ressources hydriques et d'adaptation aux effets du changement climatique. L'une des ambitions majeures de cette rencontre est de promouvoir l'initiative Water Forward, lancée lors des Réunions de printemps du Groupe de la BM et du FMI. Ce programme vise à améliorer la



sécurité hydrique de 400 millions de personnes d'ici à 2030, grâce à des investissements accrus dans les infrastructures et les services liés à l'eau. Au cours des travaux, les participants vont examiner plusieurs priorités, notamment

le financement des infrastructures hydrauliques, l'extension de l'accès universel à l'eau potable, le développement de systèmes d'assainissement performants, la gestion intégrée des ressources en eau, et le renforcement de la résilience

des pays africains face aux effets du dérèglement climatique. Le sommet enregistre également une forte mobilisation politique. Plusieurs dirigeants africains ont rejoint N'Djamena pour prendre part aux échanges, parmi lesquels

le président béninois, Romuald Wadagni; le président de la République démocratique du Congo, Félix Antoine Tshiseke-di Tshilombo; le Gabonais Brice Clotaire Oligui Nguema; et le Mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Les participants insistent sur la nécessité de passer à une phase opérationnelle. Si les besoins du continent sont largement documentés et les stratégies déjà définies, le défi consiste désormais à mobiliser les financements et à accélérer la réalisation d'infrastructures capables de répondre durablement aux attentes des populations. Barrages, réseaux de distribution d'eau potable, stations de traitement, systèmes d'assainissement, solutions de recyclage et innovations technologiques figurent parmi les investissements jugés prioritaires pour accompagner la croissance démographique et soutenir le développement économique des pays africains.

Fiacre Kombo

DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF

Félix Tshisekedi donne son feu vert

Face aux enjeux actuels et dans le prolongement des démarches qu'il avait lui-même entreprises auprès de ses pairs de la région, le président de la République, Félix Tshisekedi, a finalement donné son accord de principe à l'organisation d'un dialogue national inclusif. Il l'a annoncé le 17 juillet, lors d'une rencontre avec une délégation des confessions religieuses.

L'heure est désormais à la réflexion sur les enjeux du dialogue national inclusif et sa capacité à répondre aux défis politiques et sécuritaires de la République démocratique du Congo. En attendant l'ordonnance présidentielle qui fixera le calendrier, le cadre, les modalités et les détails de son organisation, nombreux sont ceux qui estiment qu'une clarification préalable des responsabilités est indispensable. D'où la nécessité d'identifier, en amont, les principaux acteurs à l'origine de la crise à l'Est. De ce point de vue, Joseph Kabila ainsi que

les groupes armés dont l'AFC/M23, auteurs des crimes dans l'Est du pays, risquent de ne pas être éligibles à ces assises censées se dérouler sur le territoire national et sous l'encadrement institutionnel. Cependant, ce dialogue n'aura de sens que s'il respecte la Constitution et sert l'intérêt du peuple, plutôt que des ambitions politiques ou un partage des postes. Son succès dépendra de la bonne foi des acteurs, de leur sens des responsabilités et de leur engagement à faire prévaloir l'intérêt général sur les calculs partisans.



Cela étant, l'heure est désormais à l'unité nationale et à la mobilisa-

tion face aux défis politiques et sécuritaires plutôt qu'à l'exacerba-

La délégation des confessions religieuses/DR
tion des tensions politiques internes.

Sylvain Andema

L'opposition déjà divisée

L'adhésion du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, au principe d'un dialogue politique national semble avoir bouleversé les équilibres au sein de l'opposition congolaise. Loin de renforcer son unité, cette perspective a fait apparaître des divergences profondes entre les différentes plateformes de l'opposition non armée.

La controverse trouve notamment son origine dans le report de la marche prévue ce 22 juillet. Cette décision, annoncée par la Coalition C64 sans véritable concertation avec les autres forces politiques concernées, a provoqué incompréhension et mécontentement.

Initialement, d'autres regroupements de l'opposition entendaient manifester afin d'exiger l'abandon de toute initiative de révision constitutionnelle et le départ de Félix Tshisekedi du pouvoir. Mais le changement de position de Martin Fayulu et de ses amis de la C64 a considérablement affaibli cette mobilisation commune.

La C64 justifie son choix par la nécessité d'apaiser le climat politique avant l'ouverture éventuelle du dialogue, tout en exigeant la convocation de ce forum d'ici au 15 août, faute de quoi elle reprendra sa menace de rue.

Une explication qui ne convainc pas tous les opposants. Pour les membres de la plateforme «Sauvons le Congo» proches de Joseph Kabila, ce recul constitue une rupture avec les attentes



Les opposants membres de la C64 en concertation/DR

de la population et une remise en cause de la crédibilité de la coalition.

Estimant que la C64 s'est politiquement fragilisée, «Sauvons le Congo» cherche désormais à se présenter comme la principale force d'opposition au pouvoir en place. Ses responsables re-

prochent notamment à la C64 d'avoir pris une décision majeure sans consulter les militants et les citoyens qu'elle affirme représenter. « Ils ont tourné le dos au peuple. Avant de prendre une décision d'une telle importance, ils auraient dû consulter ceux qu'ils pré-

tendent représenter. En agissant seuls, ils ont perdu la confiance de nombreux Congolais », avait déclaré José Makila, cadre de «Sauvons le Congo».

Depuis l'étranger, l'opposant critique sévèrement l'attitude de ses anciens partenaires. Selon lui, le choix de renoncer à

la marche contribue davantage au maintien du statu quo qu'à l'émergence d'un véritable rapport de force politique.

L'approche du dialogue a ainsi accentué les rivalités au sein de l'opposition non armée. Deux tendances semblent désormais se dessiner : d'un côté, ceux qui souhaitent saisir l'occasion du dialogue pour obtenir des avancées politiques ; de l'autre, ceux qui privilégient la pression populaire et la confrontation avec le pouvoir.

Cette compétition autour de la participation au dialogue laisse également apparaître les ambitions individuelles et les calculs politiques de chaque camp. Chacun cherche désormais à se positionner comme l'interlocuteur légitime face aux institutions.

L'opposition congolaise se retrouve donc à un tournant décisif. Elle devra choisir entre la recherche d'un compromis politique par le dialogue et la poursuite d'une confrontation dont l'issue demeure incertaine. Les prochains développements permettront de mesurer l'ampleur réelle de cette fracture.

S.A.

HANDBALL CONGOLAIS

Hugues Ngouelondélé exige le respect des textes

La crise qui secoue le handball congolais a franchi un nouveau cap. Le ministre des Sports, Hugues Ngouelondélé, s’est entretenu le 21 juillet avec les membres du bureau exécutif de la Fédération congolaise de handball (Fécohand) ainsi que de la commission ad hoc. Une rencontre marquée par l’absence des représentants de la « Dynamique du réveil du handball », un boycott fermement condamné par le ministre.

Face à la politique de la chaise vide, Hugues Ngouelondélé n’a pas mâché ses mots pour recadrer la situation et exiger un retour immédiat à l’ordre républicain, notamment la poursuite du travail par les dirigeants de la fédération. D’entrée de jeu, le ministre a tenu à rappeler la légitimité du bureau exécutif actuel. Selon lui, le déroulement des travaux électifs de 2025, supervisés par la Fédération internationale de Handball (IHF), en présence des délégués du ministère des Sports et du Comité national olympique, ne souffre d’aucune contestation possible, selon les textes. Prenant la parole lors des échanges, le secrétaire général de la Fécohand, Édouard

Sah, a tempéré l’idée d’un blocage institutionnel. « Il n’y a pas de crise au sein du handball congolais. La Fédération travaille normalement. Les clubs actuellement sanctionnés doivent simplement suivre la procédure réglementaire en s’adressant directement à l’instance fédérale », a-t-il indiqué. Pour Hugues Ngouelondélé, le fond du problème réside dans le refus d’appliquer la loi. Constatant l’échec des tentatives de conciliation en raison du refus de la partie



s’estimant lésée de participer au dialogue, le ministre a haussé le ton face à ce qu’il qualifie d’insubordination. Les membres de la commission ad hoc ont voulu plaider pour la levée des sanctions mais l’absence des concer-

nés n’a pas facilité leur argumentaire. « Disons-nous la vérité, nous devons mettre de l’ordre. Nous ne tolérerons plus que des marionnettes continuent de semer le désordre. Tout le monde a été invité. Pourquoi ne sont-ils pas dans la salle aujourd’hui ? C’est un manque de respect. Ces « rebelles »

« Disons-nous la vérité, nous devons mettre de l’ordre. Nous ne tolérerons plus que des marionnettes continuent de semer le désordre. Tout le monde a été invité. Pourquoi ne sont-ils pas dans la salle aujourd’hui ? C’est un manque de respect. Ces « rebelles »

sont-ils pas dans la salle aujourd’hui ? C’est un manque de respect. Ces « rebelles » ne peuvent pas continuer à bafouer les textes de la République car personne, moi y compris, n’est au-dessus de la loi », a déclaré le ministre des Sports. Pointant du doigt la présence des officiels militaires derrière ce mouvement de fronde, le ministre a conclu sur une note sans équivoque. « Le handball n’est pas l’armée », a-t-il signifié. Déterminé à siffler la fin de la récréation, le ministère entend désormais agir avec fermeté, dans le strict respect des textes réglementaires, pour assainir définitivement le climat autour de la discipline.

Rude Ngoma

FONCTION PUBLIQUE
Réaménagement
des horaires
de travail

Les membres de la Commission nationale consultative du travail (CNCT) ont émis un avis favorable concernant la modification des horaires de travail au sein des administrations et établissements publics administratifs. Désormais, les agents de l’État travailleront de 8h à 15h. Cette nouvelle plage horaire remplace l’ancien qui était fixé de 7h à 14h. Par ailleurs, la durée hebdomadaire de travail de trente-cinq heures reste inchangée. Cette décision fait suite aux travaux de la session ordinaire de la CNCT qui s’est tenue le 15 juillet à Brazzaville. La commission qui réunit le gouvernement, les organisations patronales et les syndicats de travailleurs joue un rôle central dans l’examen des questions relatives au droit du travail et à l’amélioration des conditions professionnelles.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

TOURNOI DE GALA DE HANDBALL

Les matches de Pointe-Noire délocalisés au terrain de l’AS Cheminots

Les matches du tournoi de gala de la Dynamique le « Reveil du handball congolais », qui se jouaient à Pointe-Noire au stade Enrico-Mattei, ont été délocalisés au terrain de l’AS Cheminots situé au kilomètre 4.

Le séjour de travail du ministre des Sports à Pointe-Noire a pesé sur la balance. Cette seconde délocalisation après celle des installations de l’Institut supérieur de l’éducation physique et sportive à Brazzaville, qui a poussé la Dynamique à appliquer le plan B, a provoqué la colère des membres de cette association. Les deux cas, ont-ils expliqué, ne sont pas similaires puisque le stade Enrico-Mattei est un stade privé appartenant à ENI Congo. « La Dynamique avait écrit au directeur général d’ENI Congo, lequel directeur nous avait donné l’autorisa-

tion d’utiliser ses installations. Brusquement, la donne change et on nous dit que nous ne pouvons plus jouer sur cette installation. C’est un stade privé qui n’appartient pas à l’Etat. Nous l’utilisons pour jouer », a expliqué Germaine Djimbi, ancienne des Diables rouges. Anne Solange Koulenka déplore, quant à elle, la mauvaise gestion de la crise qui secoue le handball congolais par le ministère des Sports. « Enrico-Mattei n’est pas un stade de l’Etat. C’est un stade privé. Nous sommes surpris qu’il soit refusé à la Dyna-

mique parce que le ministre est passé. Nous sommes obligés de solliciter le stade de Cheminots pour que les enfants jouent. D’un côté, il y a la Dynamique et, de l’autre, la Fédération congolaise de handball. S’il y a deux enfants dans une maison qui ont des problèmes, le travail de papa est de les réconcilier, de les appeler, les écouter pour les unir. Sinon ce sont les enfants que nous sommes en train de pénaliser. Ceux-là qui peuvent être un jour des Diables rouges », a-t-elle souligné. Anicet Barros, responsable dépar-

temental chargé de la communication de la Dynamique, en appelle à la sagesse du ministre des Sports. Ce genre de situation, faut-il le rappeler, ne peut se résoudre que par un vrai dialogue entre les deux camps diamétralement opposés. « Que le ministre prenne à bras-le-corps la situation du handball congolais. Il doit faire asseoir la Dynamique et la Fédération congolaise de handball autour d’une même table pour trouver une solution définitive à cette crise. Je répète que la Dynamique a trente équipes dans toute la République et la Fédération congolaise de handball n’en a que cinq. Elle ne peut pas organiser le championnat national puisqu’elle n’a pas d’équipe. Par contre la Dynamique a des équipes partout dans toute la République », a-t-il expliqué. Malgré cette interdiction, la 10e journée de la compétition qui vise à maintenir les athlètes en jambe s’est jouée.

James Golden Eloué

« Que le ministre prenne à bras-le-corps la situation du handball congolais. Il doit faire asseoir la Dynamique et la Fédération congolaise de handball autour d’une même table pour trouver une solution définitive à cette crise. Je répète que la Dynamique a trente équipes dans toute la République et la la Fédération congolaise de handball n’en a que cinq. Elle ne peut pas organiser le championnat national puisqu’elle n’a pas d’équipe. Par contre la Dynamique a des équipes partout dans toute la République »

CLOSE-COMBAT

Le Cercle sportif Funitan célèbre ses 24 ans d'existence avec faste

À l'occasion de son 24e anniversaire, le club miroir du close-combat congolais a réuni, le 19 juillet, le gotha des arts martiaux de Brazzaville au Centre de formation Gothia, à Mfilou-Ngamaba. Entre démonstrations de haute volée, valeurs citoyennes et communion fraternelle, cet anniversaire a ébloui le public grâce au savoir-faire des athlètes.

Comme à l'accoutumée, les responsables du Cercle sportif Funitan (CSF), entourés de leurs vaillants athlètes et des membres de diverses disciplines martiales, ont célébré avec faste le 24e anniversaire de ce club emblématique, véritable vitrine du close-combat au Congo. Ce moment de partage et de célébration solennelle a permis de mettre à l'honneur près d'un quart de siècle d'existence, de formation rigoureuse, de cohésion et d'abnégation exemplaire au service de la jeunesse congolaise. Organisé sous la forme d'un « Grand festival des ports de Brazzaville », l'événement s'est déroulé en présence de personnalités de premier plan. On a noté ainsi la participation des présidents des fédérations sportives nationales, des représentants de la Direction générale des sports ainsi que de la Direction départementale des sports. Pour clôturer magistralement la série des prestations, les athlètes du CSF, régulièrement encadrés par le moniteur Roland Francis Mahoungou, ont offert une prestation mémorable qui a ravi le public enthousiaste ainsi que le père fondateur du close-combat congolais, le vénérable Me Bernard Bouhoula.



Les athlètes du CSF/Adiac

L'unité du sport congolais au cœur des discours

Dans son allocution d'ouverture, le président par intérim du CSF, Rude Ngoma, a exprimé sa profonde gratitude envers les invités et souligné la portée historique de cette longévité. « Si le CSF est aujourd'hui reconnu comme le club miroir du close-combat congolais, ce n'est pas le fruit du hasard. C'est le résultat d'un

travail acharné et d'une fidélité absolue à nos valeurs. En formant des citoyens exemplaires, notre club est devenu la vitrine du savoir-faire martial congolais », a-t-il déclaré. S'adressant directement aux athlètes, il les a exhortés à demeurer des modèles sur le tatami comme dans la vie courante, tout en réaffirmant l'ambition du club d'innover face aux mutations de la discipline.

Une mosaïque de disciplines et de fraternité

Le festival a offert un spectacle total grâce à la contribution dynamique de quatorze clubs invités, venus prêter main-forte à cette commémoration et illustrant toute la richesse des arts martiaux et des disciplines affinitaires de la place. Le public a ainsi pu vibrer au rythme des démonstrations techniques de très haut niveau présentées tour à tour par le Torball club de

Brazzaville, le Gym club Gothia en gymnastique, le Tosa obika club en kick-boxing, le Kawachi club en judo, l'Olympique club en lutte traditionnelle, ainsi que le Club sanctuaire du savoir en kenpo. La diversité martiale a continué de s'exprimer avec brio grâce aux prestations du Club racine du lion en viet vu dao, du Wudang club en long phaï kung fu, de l'Eléphant club en Nihon Taijutsu, du Boutedo club en karaté wadoryu, du C.F. Samuraï en karaté kyokushinkai, du Detch Lee club en Kyok Sul, et du Gise club Budo en maniement du tonfa, avant que le club hôte lui-même, le CSF, ne vienne clore magistralement cette parade.

Au terme de cette journée riche en émotions, les organisateurs ont salué l'énergie communautaire des encadreurs, des officiels, du comité d'organisation et du public venu en masse profiter de cet événement. En prononçant la clôture officielle des festivités, la direction du club a invité l'ensemble de la communauté sportive à porter haut les valeurs de fraternité et de dépassement de soi, donnant d'ores et déjà rendez-vous à la famille des arts martiaux l'année prochaine pour le quart du siècle du club.

Jean Pascal Mongo-Styhm

LIGUE 1

Les résultats des Diablos rouges et des Congolais de la diaspora

Retrouvez les résultats des Congolais de Ligue 1, dont le jeune buteur de l'Estac, Christ Batola, auteur de deux buts déjà.

Et de deux buts pour Christ Batola, le jeune attaquant de l'Estac Troyes. Déjà buteur lors de la première victoire du promu, le 11 juillet face à Nancy, l'avant-centre de 17 ans a permis à son équipe de s'imposer face au Red Star en marquant l'unique réalisation du match à la 56e minute. Un but de renard des surfaces après un coup de billard. Prometteur pour le natif de Bondy, qui évolue en équipe de France U17 (Quatre buts en vingt sélections).

En Ligue 1, Auxerre a battu facilement les amateurs de Lusitanos-Saint-Maur (5-2), sans Christ Makosso, arrivé l'avant-veille.

Monaco, de son côté, affrontait Saint-Priest pour sa reprise. Remplaçant, Nick Mokabakila a joué la seconde période du match remporté par l'ASM 5-2 (2-0 à la pause).

L'an passé, le latéral gauche de 21 ans a disputé cinq matches de Youth League. Brad-Hamilton Mantsounga figurait dans le onze de départ de l'OGC Nice, vainqueur 4-0 de Nîmes (L3). Le jeune défenseur international congolais (U17) était aligné dans l'entrejeu.

Remplacé à la pause, comme plu-



Deuxième but en deux matches de préparation pour le jeune attaquant franco-congolais de Troyes, Christ Batola/DR

sieurs titulaires, alors que le score était de 2-0.

Le Havre s'incline face à Amiens (1-2). Aligné en défense centrale, le jeune défenseur (18 ans) Ethan Nkouka a été remplacé dès la 29e minute, alors que le score était acquis.

Brest fait match nul face à Concarneau (2-2). Remplaçant, Bradley Locko a joué la seconde période durant laquelle les Thoniers, menés à la pause, ont remonté deux buts.

Victoire du Paris FC face à Reims (1-0). Noah Nsangui était titulaire à

son poste de latéral gauche. Il a été remplacé à la pause tandis que Rudy Matondo a joué la seconde période. Rennes bat Guingamp 3-1. Dans les rangs de l'En Avant, Philippe Nkouka a joué la première période. Le défenseur de 19 ans était associé à Jérémie Matumona en défense centrale.

Ligue Europa Conférence, matches retour du troisième tour éliminatoire

Défaite sans conséquence chez les San Marinois de la Virtus 0-1 pour Dila Gori. Les coéquipiers de Romaric Etou, entré à la 62e minute, l'avaient emporté 3-1 à l'aller.

Au tour suivant, les Géorgiens défieront les Chypriotes de l'Apollon Limassol.

Cela passe également, mais de justesse, pour Domi Jaurès Massoumou et Alashkert. Après un match nul 1-1 à l'aller, les Arméniens ont fait à nouveau match nul 2-2 après prolongations sur le terrain des Kazakhs du Yelimay Semey. Puis se sont qualifiés aux tirs au but (6-5).

Entré à la mi-temps, l'international congolais a réussi sa tentative.

Au tour suivant, les Arméniens hériteront d'un gros morceau avec les Roumains du CFR Cluj.

Déjà en mauvaise posture après son revers initial à domicile face à Puynik

0-), Marsaxlokk s'incline 0-1 en Arménie. Le match a vite tourné au cauchemar pour les Maltais et leur gardien, Christoffer Mafoumbi, expulsé dès la 10e minute.

Du côté de Malte, les Hamrun Spartans peuvent nourrir du ressentiment après leur élimination sur le fil face aux Islandais de Runavik.

Les coéquipiers de Messi Biatoumoussoka ont été sanctionnés d'un penalty rocambolesque à la 90e+4 minutes. Alors que le ballon semblait être sorti en six mètres après une action islandaise, le capitaine Marcellina le prend de la main pour le placer sur la ligne et est sanctionné d'un penalty. Score final 2-1 pour les visiteurs après un match nul 1-1 à l'aller. L'international congolais est resté sur le banc, mais a été averti pour contestation sur l'action polémique.

Déjà balayés 0-5 à l'aller, les Gallois de Caernarfon encaissent le même score à Levadia. Remplaçant, Offerande Zanzala est entré à la 76e minute.

Au deuxième tour, le CSKA 1948 de Ryan Bidounga sera confronté aux Slovaques de Trnava, tandis que le Polissya Zhytomyr (Yoka, Makouana et Tomandzoto) défiera le FC Copenhague.

Camille Delourme

COMPÉTITIONS INTERNATIONALES

Le gouvernement promet un meilleur soutien aux champions

Le ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Éducation civique, Hugues Ngouélondélé, a reçu, le 20 juillet à Brazzaville, les délégations nationales ayant participé aux Jeux africains scolaires d'Alger 2025 et aux Jeux africains de la jeunesse de Luanda 2025. Une cérémonie dédiée à la célébration des performances historiques et à l'avenir du sport congolais.

Malgré des contraintes budgétaires et logistiques, la jeunesse sportive congolaise s'est illustrée avec brio sur la scène continentale. Le bilan présenté par le Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc) témoigne de ce dynamisme. Lors des Jeux africains scolaires à Alger, quatre médailles ont été décrochées dont une en or au saut en longueur et trois en bronze, hissant le Congo à la 15e place sur quarante-sept nations. Aux Jeux africains de la jeunesse à Luanda, la moisson avait été de six médailles dont une en or, trois en argent, et deux en bronze. Le Congo a occupé le 20e rang sur quarante-deux pays participants. Outre les disciplines scolaires, la Fédération congolaise de taekwondo a également été mise à l'honneur. Grâce à ses récentes campagnes internationales (Japon, Tchad, Côte d'Ivoire, Angola), la discipline a totalisé trois médailles d'or, deux d'argent et cinq de bronze, lors de ses dernières sorties. Face à cette



montée en puissance, les responsables sportifs ont plaidé pour l'acquisition d'équipements modernes, notamment des plastrons électroniques, et un appui financier pérenne. Sortir de l'ombre du football Saluant la résilience des athlètes, Hugues Ngouélondélé a tenu à

valoriser ces disciplines souvent oubliées des projecteurs. « Si le football attire toute l'attention, il existe d'autres disciplines qui obtiennent des résultats remarquables et dont personne ne parle. Le sport dans notre pays n'est pas mort ; c'est simplement que l'on ne communique

pas suffisamment autour de ces jeunes », a-t-il indiqué. Le ministre a clos la rencontre en annonçant des mesures concrètes pour optimiser la préparation des athlètes. Il s'est notamment engagé à éradiquer le problème chronique des financements tardifs, débloqués la veille des compéti-

Les athlètes aux côtés des dirigeants/Adiac tions. Porté par l'intérêt direct du président de la République pour le développement sportif, le gouvernement ambitionne désormais de structurer durablement son accompagnement afin de transformer ces promesses en futurs succès olympiques.

Rude Ngoma

NÉCROLOGIE

Le Directeur de l'administration et des ressources humaines à la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la Présidence de la République du décès de Gaston Kanga, en service à la direction de la presse présidentielle, survenu le 13 juillet 2026 à Oyo (département de Cuvette). La veillée mortuaire se tient dans la rue Saint-Paul, n° 143 Talangaï, référence : Boulangerie. Le Directeur de l'administration et des ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille.



Magloire Nzonzi Badia-kouahou du Musée-Galerie du Bassin du Congo, Médard Benazo, Amédée Benazo et toute la famille Kivimba ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur frère, père, grand-père et oncle Léopold Nkounfou, survenu le 19 juillet 2026 à Dakar au Sénégal. La veillée mortuaire se tient à son domicile. Rfce : arrêt Mâ Martine à Mouhou-mi-Mfilou.



ANNONCE DE RECRUTEMENT

Une institution financière recherche les profils selon les détails ci après:
Lieu de travail : Brazzaville

UN JURISTE

Formation

- BAC+4 ou supérieur en droit privé, Droit des affaires de préférence;
- avoir une expérience d'au moins trois(03) ans dans le domaine bancaire ou un poste similaire dans un cabinet d'avocat, d'huissier ou de notaire;

Missions

- Assurer le bon fonctionnement d'un service à la Direction des Engagements;
- Appui technique à la Direction des Engagements et aux autres directions notamment dans le cadre du règlement des contentieux et prévention des conflits d'interet au sein de la banque.

Compétences

- Avoir le sens de la confidentialité et de l'éthique;
- Avoir des connaissances particulières en droit bancaire;
- Connaître la réglementation COBAC / Les Normes OHADA ;
- Avoir des fortes compétences de coordination, d'organisation et de communication;
- Avoir un goût pour la recherche;
- Etre rigoureux et méthodique;
- Avoir le sens du détail et de la précision;
- Savoir anticiper et prendre des initiatives;
- Avoir le sens du compromis et de la justice;
- Savoir rédiger un dossier de défenses.

NB: les candidatures sont à envoyer par voix électronique à l'adresse suivante: congorecrute@gmail.com. Le dernier délai de dépôt de candidature est fixé au 07 Août 2026 à 23h59.

DÉVELOPPEMENT DU PAYS

« Nous avançons doucement », assure Denis Sassou N'Guesso

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a bouclé le 19 juillet à Allembé, dans le département de la Nkényi-Alima, son périple qui l'a conduit successivement à Boko, dans le Pool, et Mossaka, dans Congo-Oubangui. Il a répondu aux « détracteurs du pays », en assurant que le Congo avance doucement, tout en tentant d'accélérer la marche au cours des prochaines années.

« Depuis la campagne électorale jusqu'à aujourd'hui, vous voyez le peuple mobilisé. Je crois que le peuple n'écoute pas les oiseaux de mauvaise augure et les détracteurs, surtout ceux qui parlent depuis l'étranger, parce que la réalité est ici et le peuple la vit au quotidien. Il n'y a pas de doute que le peuple qui a exprimé son adhésion à travers son vote lors de l'élection présidentielle adhèrera à la vision que nous avons de transformer ce pays », a répondu le président de la République à une question des journalistes.

Selon Denis Sassou N'Guesso, si l'on peut partir de Pointe-Noire jusqu'à Souanké et à la frontière du Cameroun en voiture, ce n'est pas un fait divers. « Ce sont des réalisations concrètes. Nous étions à Mossaka, oui, on ne peut pas penser que transporter l'électricité à Mossaka à travers les forêts inondées était un exercice facile. C'est à peu près le même exercice que nous avons réalisé lorsque nous avons décidé de construire la route Dongou-Impfondo-Epena, sur la vasière. C'est la même vasière. Ici à Allembé, comme à Boko, Louingui, Loumo, nous avons vu un peuple mobilisé

qui croit au projet qui lui a été proposé pendant l'élection présidentielle », a rappelé le chef de l'Etat.

Il a annoncé, par ailleurs, le lancement, le 5 août prochain à Bambou-Mingali, dans le département de Djoué-Léfini, de la deuxième édition de la grande foire agricole du Congo. Cet événement sera encore, a-t-il indiqué, une occasion de jauger la mobilisation et l'adhésion du peuple congolais aux directives du gouvernement. « Nous avançons doucement, mais on va tenter au cours des prochaines années d'accélérer la marche. Les détracteurs qui sont à l'intérieur du pays et surtout à l'étranger, nous pouvons les laisser à leur exercice. Nous sommes satisfaits du travail qui se fait ici », a conclu Denis Sassou N'Guesso.

L'espoir renaît pour Allembé

A Boko, tout comme à Mossaka et à Allembé, le chef de l'Etat a mis en service des installations d'électricité pour connecter ces localités au boulevard énergétique. En effet, les efforts de modernisation des cités urbaines et de désenclavement de l'arrière-pays ont été salués par les bénéficiaires. A Allembé qui est considéré comme le district



Denis Sassou N'Guesso répondant aux questions des journalistes/DR

le plus enclavé du département de la Nkényi-Alima, le président de la République a longuement échangé, le 19 juillet, avec les cadres et autorités administratives sur les actions à mener en vue du désenclavement de cette localité. Les deux parties ont passé au peigne fin les grands défis à relever à court, moyen et long terme au profit des habitants.

Regorgeant d'énormes potentialités, le district d'Allembé connaît de nombreuses difficultés qui freinent son émancipation. La visite de Denis Sassou N'Guesso a été en soi une lueur d'espoir pour de nombreuses

générations qui suivent de loin ses actions à travers les écrans. « Pour sortir Allembé de son enclavement, il y a eu beaucoup de projets, surtout sous la municipalisation accélérée du département des Plateaux. Les travaux étaient déjà pratiquement engagés, mais n'arrivaient pas à leur terme. Aujourd'hui, avec le nouveau programme du président de la République, "Accélérons la marche vers le développement", il nous a donné un triplé, en commençant par les travaux d'urgence pour finir par l'hôtel de la sous-préfecture d'Allembé. Le

président nous a donné l'eau potable, l'un des signes du désenclavement, et aujourd'hui, le courant électrique », s'est réjoui le sous-préfet d'Allembé, Martin Abia.

A côté de l'eau potable qui est disponible à Allembé, cette localité vient de disposer de l'électricité pérenne, connectée au réseau national à partir de la ville de Boundji, dans le département de la Cuvette. Avant de quitter Allembé, le président de la République a pris la mesure des travaux de construction de la route Allembé-Abala, longue de près de 76 km.

Parfait Wilfried Douniama

HOMMAGE

Jean- Paul Pigasse repose à jamais à Roquecourbe-Minervois

Après la messe de requiem qui a eu lieu à Paris à l'église Saint François Xavier, où un grand hommage public lui a été rendu, la dépouille de Jean-Paul Pigasse a été conduite sur ses terres de Roquecourbe-Minervois dans le sud de la France où il a été inhumé.

A cette cérémonie du 21 juillet à l'église Saint Michel de Roquecourbe-Minervois, le gouvernement congolais a été fortement représenté par les ministres Jean Claude Gakosso, Thierry Moungala, Lydie Pongault et Juste Mondelé. L'ambassadeur de la République du Congo en Allemagne, Edith Itoua, le ministre conseiller de l'ambassade du Congo en France, Armand Rémy Balloud-Tabawé et le Conseiller spécial chargé de la communication du chef de l'Etat, Claudia Etoke Sassou Nguesso, ont aussi pris part à cette cérémonie.

Des membres de la direction des Dépêches de Brazzaville, parmi lesquels la directrice générale par intérim, le directeur des rédactions, le directeur technique et le directeur administratif et financier ont représenté la boîte créée par Jean-Paul Pigasse il y a 27 ans.

Lors de l'oraison funèbre prononcée par le ministre Jean Claude Gakosso, ce dernier a repris les mots du message du président congolais à



Les membres du gouvernement, la conseillère spéciale du président de la République et la direction des Dépêches de Brazzaville

transmettre aux parents et amis de l'illustre disparu, à savoir : « gratitude infinie et reconnaissance sémper-

ternelle ».

Poursuivant son énoncé, il a rappelé que « Beaucoup l'ont dit avant

moi, depuis le requiem parisien, notre ami, d'illustre mémoire et ici couché, était une solide passerelle

entre l'Europe et l'Afrique. Et, là-bas chez nous, dans les pays de la forêt insondable, dans les pays de la savane luxuriante et de l'exubérance aquatique, Jean-Paul était un véritable « Pont des Arts » qui surplombait les deux rives du fleuve Congo et qui invitait en permanence à la célébration de la fraternité humaine et au partage généreux des valeurs de civilisation ».

Jean Claude Gakosso a reconnu que la République du Congo l'a accueilli généreusement et l'a adopté voici plus d'un quart de siècle.

Terminant ses propos, il a remercié l'assistante en ces termes : « Merci infiniment de nous avoir associés à cet hommage ultime et à la divine prière de l'absoute ! Merci sans fin à vous tous pour qui l'Afrique demeure l'un des plus beaux horizons de notre monde ! Horizon de l'espoir, horizon de l'amitié, horizon de la fraternité ».

Marie Alfred Ngoma